



Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE

Section de la Haute Loire

**17, rue des moulins – BP351
43012 LE PUY EN VELAY CEDEX
Fo.043@dgfip.finances.gouv.fr**

Le Puy, 12 janvier 2012

DELEGATION FO- DGFIP

Le 16 Décembre

Chez le Directeur Départemental

Une délégation de la section départementale FO Finances Publiques 43 composée de Chantal BONELLO, Jean Pierre COFFY, Robert GAGNE et Jean Louis PEYRARD, a été reçue le 16 décembre 2011 par M.QUINTIN, directeur départemental, et Mme CROIZIER, chef du pôle transverse, pour faire le point sur tous les problèmes évoqués lors de la précédente délégation le 30 septembre 2011.

1- L'état dégradé des services De la DDFIP

La délégation est revenue, une fois encore, sur les conditions extrêmement difficiles, plan d'austérité oblige, dans lesquelles s'achève l'année 2011 : les personnels sont écrasés sous la charge de travail dans tous les services des deux filières, sous l'effet conjugué de la RGPP, de « réformes » qui déstructurent les services et de la mise en œuvre d'applicatifs informatiques lourds et peu performants.

L'accroissement très net, en 2011, de la fréquentation des guichets par les contribuables et des appels téléphoniques pendant toute la campagne de l'impôt, dans les SIP et dans les trésoreries mixtes, rend encore plus intolérables les conditions de travail, les collègues mobilisés par la réception du public n'ayant plus le temps d'effectuer le travail habituel.

La direction n'a pas démenti cette tendance, tout en situant à environ 20% l'augmentation de la fréquentation entre 2010 et 2011.

La délégation FO, dubitative, a demandé à la direction de rendre publics les résultats des comptages sur la fréquentation du public effectués depuis 2010 dans les SIP et les trésoreries mixtes, pour les questions d'ordre fiscal.

La direction vient de nous transmettre ces résultats. Ils parlent d'eux- mêmes : mis à part les semaines des 8 au 12 août et 16 au 19 août, la fréquentation des guichets a été largement supérieure en 2011 par rapport à 2010. Les taux d'augmentation sont parfois très élevés :

- + 209% pour la semaine du 5 au 9 septembre,
- + 9% du 12 au 16 septembre,
- + 150% du 14 au 18 novembre,
- + 182% du 12 au 16 décembre 2011 par rapport aux périodes identiques de 2010.

En moyenne, la fréquentation du public pendant la campagne de l'impôt 2011 (mi-août-fin décembre a augmenté de 49% par rapport à la même période de 2010, 97 % pour les trésoreries mixtes. Nous avons noté que les relevés de fréquentation dans la filière gestion publique ne sont pas exhaustifs, ils traduisent toutefois une réalité qui est très difficilement vécue par les personnels.

La direction a reconnu, au cours de l'entretien, que la hausse de fréquentation et la saturation des standards téléphoniques des SIP avaient des retombées sur les trésoreries et d'autres services.

Elle a assuré que la Direction Générale étudiait des pistes pour réduire le volume des recours gracieux :

- *Les contribuables pratiquant l'e-déclaration, pourraient, à l'avenir corriger eux- mêmes leur déclaration,*
- *Un plan d'action va être engagé pour éviter les actions contentieuses.*

La délégation a demandé à la direction si le **projet de numérisation des déclarations de revenus** au Centre d'Encaissement de Lille, par un sous- traitant, faisait partie des pistes évoquées.

La direction a reconnu être informée du projet qui permettrait, selon elle, de diminuer les tâches ingrates et de se consacrer à des missions plus intéressantes. Elle ne nous a pas livré son sentiment sur le nombre d'emplois qui seraient ainsi supprimés ni sur la façon dont elle envisageait le respect de la déontologie par un prestataire privé !

2- Le budget 2012 et les suppressions d'emplois

La délégation a demandé quel sera le sort, en 2012, des nombreuses demandes de remplacement de matériel, souvent répétées et jamais satisfaites : installations téléphoniques obsolètes, photocopieurs HS sans contrat d'entretien, etc.

*La direction ne conteste pas le tableau dépeint mais avoue ne pas savoir comment lancer des opérations d'envergure, comme le remplacement d'une installation téléphonique, avec des moyens de plus en plus contraints, **un budget 2012 en baisse d'environ 12% sur 2011** (lui-même en baisse de 9% sur celui de 2010 NDLR).*

Et puis il faut remplacer toute la flotte de véhicules (cf. notre compte- rendu de la délégation du 30 septembre 2011). Il faut que vous sachiez que, d'ores et déjà, quatre véhicules « amortis » ont été versés aux domaines et deux viennent d'être achetés. En 2012, les deux derniers seront rendus et un troisième sera acheté. « On » ne peut pas tout faire !

Mais la direction prospecte des filons d'économies :

- *Elle se propose de rendre au propriétaire l'aile inoccupée des locaux de l'ancienne direction des Service Fiscaux. L'économie ainsi générée n'est pas encore chiffrée...*

- *Elle préconise la recherche d'économies sur l'affranchissement qui constitue un des postes de dépense les plus élevés avec les locations (tiens, tiens...).*

Si nous avons bien compris, les services émettent de trop nombreux courriers et le respect de la loi et du règlement seraient donc source de gaspillage des deniers publics ! Notre direction se propose-t-elle de toiletter les textes pour alléger les obligations des services ou bien projette-t-elle de mettre en place un service de coursiers maison qui distribueraient notre courrier en ville ??

Interrogée sur la politique qu'elle compte suivre pour 2012 en application de la décision de réduire de 10% les surfaces occupées par notre administration la direction a répondu *qu'elle ne subissait aucune contrainte en la matière de la part de la Direction Générale, mais qu'elle envisageait effectivement, à l'horizon 2013, le regroupement des trésoreries de CAYRES et PRADELLES et de FAY avec LE MONASTIER.*

Le syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques 43 connaît trop bien les difficultés de fonctionnement des petites trésoreries aux effectifs trop restreints par rapport à la charge de travail supportée par chaque collègue, pour nier les très mauvaises conditions de travail des personnels de ces structures.

Toutefois, il tient à rappeler que **l'addition des misères n'apporte pas, en définitive, le confort espéré par les personnels concernés.** L'expérience des regroupements déjà effectués est là pour le rappeler.

Concernant les suppressions d'emplois programmées pour notre département (5 nettes), la direction a refusé de nous apporter des précisions sur ses intentions, arguant que tout n'était pas encore arrêté à l'Inter- région. A noter qu'elle a en revanche communiqué avec célérité les résultats de ses cogitations interrégionales à « ses » cadres...

La délégation a relevé que **les services départementaux étaient amputés réellement de 10 emplois de catégorie C et que cela allait se ressentir durement dans les services visés par ces suppressions.**

3- La Bascule de la Comptabilité de l'Etat dans CHORUS

Les services Dépense de la filière gestion publique et tous les services ordonnateurs de l'Etat viennent de passer au broyeur avec la mise en place de CHORUS, progiciel élaboré par une société privée dans l'objectif de liquider le principe de séparation entre ordonnateur et comptable.

Aussi, la délégation Force Ouvrière a exprimé ses préoccupations à propos du basculement de la Comptabilité de l'Etat dans l'application CHORUS à compter du 2 janvier 2012. **La précipitation, l'impréparation caractérisée** de l'ensemble de la DGFIP ont présidé au basculement : **formation des personnels trop tardive et insuffisante, tests inachevés à la mi-décembre, guides de procédures non encore rédigés**, etc.

Convaincus que **la seule bonne solution consisterait en un report de la mise en œuvre de cette usine à gaz**, les représentants Force Ouvrière ont souligné le labeur énorme que devrait fournir le personnel du service comptabilité- recouvrement Etat. Celui-ci va être contraint, pendant quatre mois, de tenir en parallèle une double comptabilité, CHORUS et l'ancien système CGL, et donc de chercher à ajuster l'un à l'autre.

Sachant le degré d'évaporation que connaissent les flux CHORUS, la délégation a exprimé ses préoccupations pour les personnels de tous les services qui risquent d'être victimes des errements du système.

Elle a demandé à la direction de quels moyens la direction disposait pour venir en aide au service.

*Celle-ci n'a pas nié les problèmes et a indiqué que l'ensemble de l'équipe de direction du pôle gestion publique était mobilisée pour que tout se passe bien. En matière de renfort, le département bénéficiera du soutien opérationnel d'un assistant de la société CAP GEMINI (sic !) à **temps complet pendant 3 mois**, chargé de montrer aux collègues comment utiliser CHORUS. Ensuite ils ne connaîtront plus de problème !!! (NDLR)
Les collègues seront également soutenus par la cellule qualité comptable (1 personne) et par l'Inspectrice Principale de la filière gestion publique.*

La délégation Force Ouvrière ne partage pas du tout l'enthousiasme juvénile de notre direction et demeurera à l'écoute des collègues pour faire prendre en compte leurs difficultés.

LE 2 FEVRIER 2012,

**A L'APPEL
DE LA QUASI TOTALITE DES SYNDICATS DE LA DGFIP**

TOUS EN GREVE

**POUR L'ANNULATION DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !
POUR LA REAFFECTATION DE TOUS LES EMPLOIS
SUPPRIMES
AUX SERVICES CONCERNES !**



BULLETIN D'ADHESION

(À renvoyer à Rober GAGNE, Trésorerie du PUY VILLE ou à Chantal BONELLO, HDF du Puy)

NOM :

PRENOM :

GRADE :

AFFECTATION :

Déclare vouloir adhérer au Syndicat FORCE OUVRIERE DGFIP

Fait à

, le

signature

66 % de la cotisation syndicale est déductible du montant de l'impôt sur le revenu